

<http://universitepopulairetoulouse.fr/spip.php?article698>



Manifestations, violences, radicalité. Un cocktail sans saveur si le mouvement social ne s'organise pas à la base.



- Fondation Copernic 31 -
Date de mise en ligne : lundi 2 mai 2016

Copyright © Université Populaire de Toulouse - Tous droits réservés

Du seul point de vue comptable, la manifestation du 28 avril a été en deçà du 9 avril ; mais ce constat doit être modulé par la période des vacances scolaires. La détermination pour en finir avec la loi El Khomri reste intacte comme en témoigne le nombre de manifestants dans les régions hors vacances scolaires ou bien le blocage routier tôt le matin du 28 dans la banlieue toulousaine (comme dans beaucoup d'autres villes). Le 1er mai n'est pas à la hauteur (6 000 à 10 000 manifestant.e.s), autour de la question essentielle de « la loi travail » ; ce n'est pas la meilleure façon de débiter ce mois crucial pour le mouvement de grève et pour Nuits Debout.

Dès le début, nous avons écrit que le mouvement serait long à se mettre en place ; il alterne journées de fortes mobilisations comme le 31 mars et journées de mobilisation s de moindre ampleur comme le 28 avril. L'essentiel dans la construction du mouvement étant, à l'étape actuelle, de maintenir la continuité depuis le 9 mars.

Dans ce contexte, la grève significative des cheminots le 26 avril, les acquis substantiels arrachés par les intermittents occupant de nombreux théâtres dans le pays, et la lutte à l'hôpital ainsi qu'au conseil départemental sont des leviers importants pour la mobilisation. Les luttes catégorielles, au sens de catégories de travailleurs, ne diluent pas le combat général mais le renforcent.

Nuit Debout à Toulouse peine à devenir massif, comme dans d'autres villes, Paris en particulier , même si de Nuits Debout en Nuits Debout la mobilisation reste forte et correspond par conséquent à une véritable attente. [.lire ici](#)

La venue avec prise de parole du secrétaire général de la CGT place de la République est un geste fort qui concrétise la volonté de jonction entre les organisations syndicales et le mouvement ainsi que la nécessité d'aller vers la grève reconductible. Nous ne sommes pas dans la situation d'opposition entre d'une part une bureaucratie syndicale en haut qui bloquerait toute extension de la grève et d'autre part une base qui piafferait d'impatience pour y aller. En revanche l'accumulation de défaites dans les grandes batailles engagées depuis des années pèse fort dans la décision de s'engager dans une épreuve de force importante.

http://universitepopulairetoulouse.fr/sites/universitepopulairetoulouse.fr/local/cache-vignettes/L180xH101/13077057_525291337653981_4863477330314494753_n-b6dbc.jpg

Grève générale, grève reconductible.

La reconduction de la grève, appelée, décrétée ... à partir du 28, n'a pas eu lieu parce que la grève n'était dans aucun secteur suffisamment forte. Les cheminots n'ont pas reconduit le 26 parce qu'ils ont un calendrier propre de mobilisation lié à l'évolution du travail dans l'entreprise confrontée à la concurrence. C'est donc pour le moment la faiblesse globale du mouvement de grève qui interdit toute reconduction. Cheminots, enseignants, postiers..., le secteur public en général a beaucoup été à la pointe du combat depuis la fin des années 70. Avec la défaite des sidérurgistes en 1979, le secteur privé, touché de plein fouet par la désindustrialisation, la fermeture d'usines et donc l'affaiblissement des syndicats, va accompagner les luttes du secteur public en 1995 (on parle beaucoup depuis de grève par procuration) ; puis, on assistera à l'apparition des manifs le samedi et parfois le dimanche. Il faudra attendre 2010 pour voir une branche hors secteur public, les raffineries, jouer le rôle de moteur d'une grève interprofessionnelle. Sans revenir sur 1968 et encore moins sur 1936, beaucoup de militant.e.s présent.e.s dans cette mobilisation ont participé aux luttes de 1995-2003-2006-2010. Chacune d'entre elles a eu sa propre logique, mais c'est la participation massive des salarié.e.s aux assemblées générales qui a été déterminante pour le déclenchement d'une grève quasi générale dans le secteur public en 1995.

http://universitepopulairetoulouse.fr/sites/universitepopulairetoulouse.fr/local/cache-vignettes/L180xH101/13096162_1796074907295928_2880042067635115641_n-7fde4.jpg

A l'époque, la base piaffait d'impatience et avait envie d'en découdre. En 2003, après la trahison, pour la deuxième fois, de la CFDT sur les retraites, les AG vont mincir et la grève, hormis les jours des temps forts, sera faible dans la plupart des secteurs, sauf chez les enseignants. En 2010, alors que le débat sur la reconduction est ouvert et présent dans la plupart des syndicats, la participation des salariés aux AG est très minoritaire dans beaucoup de secteurs (Education nationale, poste, télécom...). Bon nombre de militants absents des AG diront qu'ils ne voulaient pas être confrontés au débat sur la reconduction... [lire ici](#)

Pourtant, la question essentielle est bien celle de la participation massive des salariés aux AG pour décider la grève et sa reconduction. Nous touchons ici au deuxième obstacle au déclenchement de la grève et de sa reconduction : la faiblesse du syndicalisme, parfois divisé entre organisations, opposées pourtant à la loi El Khomri.

Si CGT-FO-Solidaires-FSU ne font pas preuve dans les entreprises de la même unité que dans la rue, il est fort peu probable alors que des AG massives aient lieu pour décider la grève. La jeunesse est trop peu mobilisée pour aller, comme en mai 68, aux portes des usines convaincre de l'utilité de se mettre en grève. Serait-ce suffisant d'ailleurs pour faire débrayer Airbus ? Peut-on imaginer, sur la loi travail, les salariées d'un commerce en grève et ceux d'Airbus au travail... ? Des militants parfois hostiles aux syndicats, aux leaders... reprochent à ces mêmes syndicats de ne pas appeler à la grève générale.

Mais laissons de côté ces contradictions. Si les 4 syndicats, CGT-FSU-Solidaires-FO, appelaient à la grève générale, la base répondrait-elle enfin présente ? Certains pensent que c'est ce qui fait défaut, un appel du sommet des syndicats compensant le secteur (comme les raffineries en 2010) pour déclencher une grève et sa généralisation même partielle. Nous sommes convaincus que si cela avait lieu, il y aurait sans aucun doute une secousse dans le pays et une peur bleue des gouvernants... Mais cela suffirait-il à produire des AG massives ? Là est la question essentielle.

La violence

Le danger qui guette désormais le mouvement est la violence, entrevue le 28 avril à Toulouse, et présente depuis le début dans d'autres villes comme Rennes ou Paris. Par violence, nous entendons ici la systématisation de l'affrontement avec la police à chaque manifestation ; et nous sommes convaincus, par ailleurs, qu'un changement de politique ne se fera pas sans heurts. [lire ici](#) Dans le mouvement en cours, les exactions de la police sont responsables, depuis le début, de la plupart des affrontements constatés lors des manifestations. Les dispositifs policiers, en uniforme et en civil, sont démesurés. Gardes mobiles, CRS et BAC sont à quelques mètres des manifestants sur tous les parcours des manifestations. De nombreuses vidéos montrent la police tabassant des manifestants (un jeune étudiant a perdu un œil à Rennes...). Si les forces de l'ordre agissent de la sorte, alors qu'elles savent que tout le monde peut filmer, c'est qu'elles ont toute latitude pour le faire. La brutalité policière a une fonction politique précise : faire mal et faire peur, dissuader de revenir ou de venir et faire comprendre que même si on n'a rien fait, c'était une erreur d'être là. Mâter la foule ! [voir ici](#)

C'est une politique assumée du gouvernement que de répondre par la violence au mouvement social et d'arrêter des jeunes, des syndicalistes en espérant que l'opinion publique se retourne contre les manifestants. Et la grève qui tarde à s'installer renforce cette logique. La droite, depuis un bon bout de temps, exige l'interdiction de Nuits Debout et des députés demandent l'interdiction des manifestations ; de fait il est à craindre que le gouvernement y consentira s'il sent que le mouvement se durcit sans se renforcer. [voir ici](#)

Ce qui est en jeu pour le gouvernement, c'est le socle de sa politique libérale que Pierre Dardot et Christian Laval analysent ainsi : « ...Il s'agit en dernière analyse de soustraire les règles du droit privé (celui de la propriété et de l'échange marchand) à toute espèce de contrôle exercé par une « volonté collective » car un état qui adopte pour principe de soumettre son action aux règles du droit privé ne peut prendre le risque d'une discussion publique sur la valeur de ses normes, a fortiori ne peut-il accepter de s'en remettre à la volonté du peuple pour trancher cette discussion » (citation tirée de l'ouvrage "Nouvelle raison du monde"). [lire ici](#)

La protection des manifestations se trouve maintenant posée de façon sérieuse. Protéger une manifestation contre les agressions policières est une tâche qui ne fait plus partie des traditions du mouvement syndical. Ce serait pourtant d'une grande utilité au vu de tout ce que les vidéos ont montré ; ainsi elle inciterait beaucoup de personnes à venir grossir les rangs des manifestations protégées par ceux qui les organisent. Car c'est bien le nombre qui est la solution au problème.

Mais il y a un autre aspect dans ce débat pour un certain nombre de militants : il ne s'agit pas, pour eux-elles de protéger la manifestation et les manifestants mais de profiter de celle-ci pour affronter la police. Nous ne portons

pas de jugement sur les militant e s qui pensent ainsi, c'est leur droit ;en revanche nous contestons le fait que la décision d'affronter la police soit le choix d'un petit nombre qui s'impose à tout un mouvement. Ce n'est pas la même chose que la mise en place d'un rapport de force collectif sur le terrain, basé sur une organisation permettant à tous et à toutes de "tenir la rue" dans des conditions de sûreté avérées. En effet, la grande majorité des personnes qui viennent à une manifestation n'est pas prête, pas préparée à subir ces assauts de violence ; et ce sont souvent des manifestant e s isolé e s, pas préparé e s, qui sont de fait interpellé e s. Coups, passage à tabac, insultes... produisent, dans la plupart des cas, de la peur et non de la radicalisation.[voir ici](#)

Il y a, en outre, un paradoxe dans le positionnement adopté par certain e s manifestant e s revendiquant la violence de rue : contester toute forme d'organisation, surtout celle d'un service d'ordre, au nom de la liberté de chacun e de faire ce qu'il veut et ainsi vouloir imposer à tout un cortège le choix de l'affrontement avec la police ; cela sans jamais rendre de compte à qui que ce soit.

L'enjeu politique

Au delà de ces considérations sur la violence, il y a pourtant dans ce mouvement qui balbutie toujours, un fait d'une importance capitale : c'est la fracture profonde, définitive, entre la majorité de la population, salarié e s, jeunes...et le parti socialiste (le récent congrès de la CGT en étant un exemple marquant). La loi El Khomri est le catalyseur de toutes les rancœurs accumulées à l'encontre de ce gouvernement. Cela paraît simple, évident mais c'est la première fois, qu'à cette échelle, tant de salarié.e.s, de jeunes descendent dans la rue pour s'opposer à un gouvernement de « gauche ». C'est aussi la première fois qu'un président sortant est en passe d'être battu dès le premier tour et devancé par un candidat de la gauche radicale. Cela paraît "aller de soi", particulièrement pour les jeunes dont c'est le premier acte politique ; mais ce débat sur la nécessaire autonomie par rapport au PS (ce que la fracture politique actuelle traduit) a commencé en 1997 à travers l'appel "Nous sommes la gauche" revisité en 2008 par un article de Jérôme VIDAL, "Que faire du Parti Socialiste" dans La Revue Internationale des Livres et des Idées, RiLi n°8 (décembre 1988). A lire ou à re lire.

Que sortira-t-il de cela ? Mai 68 nous a appris qu'une grève générale ne suffisait pas à balayer le pouvoir.

Le mois de mai est là. Le débat à l'assemblée nationale débutera le 3 mai, l'usage du 49-3 démange le gouvernement, mais il peut aussi faire lanterner le débat pour un vote en juillet. Le MEDEF est tenté par un coup de force. Ce qui est décisif maintenant, c'est un plan de lutte et l'inscription d'une nouvelle grève qui doit poser la question de la reconduction et de ses modalités. Des AG sur les lieux de travail, sur les lieux de vie, sur les places publiques doivent être proposées.

Il est essentiel et urgent que la question de la possibilité de manifester librement et en toute sûreté soit posée.

Philippe MARTINEZ Place de la République <https://www.facebook.com/infocomcgt/videos/687597351391234/>

Le débat F. Lordon/J.P. MERCIER Là bas si j'y suis

la-bas.org/la-bas-magazine/entretiens/l-intello-et-l-ouvrier-debat-frederic-lordon-et-jean-pierre-mercier

«

«